

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 01 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTROPOLI France

ZI de Chacé
rue du docteur Weiss
49400 Saumur

Références : 2023-290_INSP-ELECTROPOLI-Saumur_RAP
Code AIOT : 0006301102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement ELECTROPOLI France implanté ZI de Chacé rue du docteur Weiss 49400 Saumur. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROPOLI France
- ZI de Chacé rue du docteur Weiss 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006301102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Traitement de surfaces

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 31 mars 2022
- Arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 13 juin 2022 - art. 1
- Contrôle par sondage de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2005
- Programme de surveillance des rejets aqueux - art. 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle

1- Stockage de matières combustibles à proximité des limites de propriété et de la végétation

Certaines palettes en bois étaient stockées le long de la limite de propriété commune (matérialisée par une haie végétalisée) avec la société Ackerman.

=> Afin de limiter les éventuels effets domino avec l'établissement ICPE voisin, limiter la présence de matières combustibles à proximité de la haie végétalisée séparant les 2 sites.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens en eaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens externes de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.2	/	Sans objet
3	Moyens externes de défense incendie - Infos nécessaires au SDIS	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.1	/	Sans objet
6	Programme de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
8	Accès et voies de circulation internes	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens internes de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.4.2	/	Sans objet
5	Programme de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
7	Entretien des espaces extérieurs	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 4.2	/	Sans objet
9	Dépôt de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 5.6 et 7.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Stockage de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 10.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/06/2022 n'était pas respecté pour les points suivants de son art. 1 :

- il n'a pas été mis en place de réserve incendie située à 100 m au maximum des bâtiments du site,
- les éléments de démonstration de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie retenue par l'exploitant dans sa stratégie de lutte contre l'incendie (utilisation de 2 poteaux incendie situés sur le domaine public et d'un poteau privé de la société voisine Ackerman) pour satisfaire le besoin en eau actualisé et estimé à 300 m³/h soit 600 m³ ne sont pas tous disponibles. En particulier, l'exploitant ne dispose pas d'une mesure récente des débits sous une pression dynamique minimum de 1 bar des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public en fonctionnement simultané,
- il n'a pas été transmis l'accord du SDIS pour l'utilisation des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public,

à l'issue de l'échéance définie dans ce dernier.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis une mise à jour de sa stratégie de lutte contre l'incendie (utilisation de 2 réserves d'eau de la société Ackerman d'un volume unitaire de 250 m³ et d'un des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public). Il s'engage à transmettre les justificatifs afférents à la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie (mise à jour de la convention de mutualisation des moyens incendie avec la société Ackerman, mise en place d'un dispositif complémentaire pour l'accès à ces réserves en toutes circonstances) et l'avis du SDIS sur cette dernière pour le 15/09/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2022
Prescription contrôlée : <u>AP du 5/7/2005 - art. 6.5.3</u> <p>Dans un délai d'un an, la défense externe est complétée par une réserve d'eau de 720 m³ au moins située à 100 m au maximum des bâtiments.</p> <p>La capacité de cette réserve pourra toutefois être diminuée après accord des Services d'Incendie et de Secours, après mise en oeuvre de dispositions permettant de réduire les besoins en eau de défense incendie (recoupement des bâtiments, renforcement des mesures de prévention...).</p> <u>APMED du 13/06/2022 - art. 1</u> <p>La société ELECTROPOLI exploitant des installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de Saumur sur la zone industrielle de Chacé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2005, dans un délai de 6 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en complétant la défense de lutte contre l'incendie par la mise en place d'une réserve incendie située à 100 mètres au maximum des bâtiments du site, - en démontrant que la capacité de cette réserve incendie permet d'atteindre l'objectif des besoins en eau estimé par le SDIS dans son courrier du 27 juin 2006 (270 m³/h pendant 2 h soit un volume total de 540 m³), - le cas échéant, en transmettant l'accord du SDIS pour l'utilisation des 2 poteaux d'incendie (n°3957 et 3959) situés sur le domaine public capables de fournir un débit en simultané de 120 m³/h sous une pression dynamique minimum de 1 bar afin d'atteindre en partie l'objectif des besoins en eau précités. <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans le délai susmentionné à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées au présent article.</p>
Constats : <u>I - Justificatifs attestant du respect de l'APMED</u> <p>Par courrier du 19/12/2022, l'exploitant a transmis au préfet les éléments suivants relatifs à l'avancée des travaux/études en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une actualisation du calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 (besoin estimé à 300 m³/h pendant 2 h soit 600 m³), - afin de satisfaire ce besoin, une actualisation de sa stratégie de lutte contre l'incendie reposant sur l'utilisation des 2 poteaux incendie (PI) n°3957 (rue du Docteur Weiss, à 100 m de l'accès principal) et n°3959 (carrefour de la RD 93 et de la rue de Champigny, à 200 m de l'accès principal) situés sur le domaine public et d'un des PI (privés) de la société voisine Ackerman, - suite à une réunion entre les 2 exploitants et le SDIS le 10/11/2022, propositions de la mise en place d'une convention entre Ackerman et Electropoli avant le 31/12/2022 et d'un dispositif de clé sécurisée pour le SDIS pour l'accès au PI d'Ackerman. L'exploitant indiquait, qu'à l'issue de la signature de la convention, qu'une demande serait faite au SDIS pour valider l'ensemble du périmètre des besoins en eau d'incendie pour le site d'Electropoli, - le dernier rapport de mesures des débits unitaires lors de leur dernière vérification le 13/9/2021 par la SAUR montrant des débits unitaires supérieurs à 60 m³/h sous 1 bar de pression résiduelle et avec des remarques (cf fiche de constat n°2), - un courriel du 10/11/2022 de la SAUR accompagné d'une modélisation du débit théorique qui serait fourni en fonctionnement simultané (340 m³/h avec une précision de plus ou moins 15 %). Les débits unitaires théoriques seraient de 185 m³/h sous 1 bar pour le PI n°3959 et de 200 m³/h sous 1 bar pour le PI n°3957.

II- Retour à la conformité

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'ensemble des actions initiées depuis la précédente inspection auprès de divers acteurs (agglomération Saumur Val de Loire, mairie de Chacé, sociétés Ackerman et SAUR).

Il a été constaté qu'il n'a pas été installé de réserve incendie sur le site située à 100 m au maximum des bâtiments du site. Deux devis pour l'installation d'une citerne de 360 m³ (réserve souple et réserve en acier) du 21/6/2022 auprès de la société ABEKO ont été présentés. Compte tenu de la difficulté d'implantation de cette réserve sur le site, il n'a pas été donné suite à ces devis. L'exploitant a donc confirmé que la stratégie de lutte contre l'incendie retenue était celle décrite dans son courrier du 19/12/2022 (utilisation des 2 PI sur la voie publique n° 3957 et n°3959 ainsi qu'un des PI de la société voisine Ackerman). A ce titre,

- l'exploitant ne dispose pas de mesure récente du débit des 2 PI sur la voie publique en fonctionnement simultané permettant de confirmer les résultats de la modélisation du débit théorique réalisée par la SAUR le 10/11/2022 (la dernière mesure connue de l'exploitant étant celle du courrier du SDIS du 27/6/2006 avec un débit mesuré de 305 m³/h sous 1 pression dynamique de 1 bar) et de justifier ainsi que le besoin estimé dans le calcul D9 de 300 m³/h peut être satisfait (totalement ou en partie) par l'utilisation de ces moyens. Lors de la visite, il a été constaté que les PI avaient été récemment remplacés suite aux remarques émises par la SAUR dans son rapport de vérification du 3/9/2021 (cf fiche de constat n°2),

- une convention d'utilisation du PI situé sur le parking de la société voisine Ackerman a été signée entre les 2 exploitants. Lors de la visite, l'exploitant a remis une mesure de débit unitaire de ce poteau du 7/6/2023 (débit de 95 m³/h sous une pression dynamique de 1,5 bar). Toutefois, l'exploitant ne dispose toujours pas de la clé du portail de la société Ackerman pour permettre au SDIS d'accéder à ce PI,

- l'exploitant ne dispose pas de l'accord du SDIS pour l'utilisation des 2 PI n°3957 et 3959 situés sur le domaine public afin d'atteindre (en partie ou totalement) l'objectif du besoin en eau estimé à 300 m³/h.

Observations :

Par courriels des 24-27/07/2023, l'exploitant a transmis une mise à jour de sa stratégie de lutte contre l'incendie. Suite à des échanges avec le SDIS et la société Ackerman à l'issue de l'inspection, l'exploitant propose de retenir les 2 réserves d'eau de 250 m³ de la société Ackerman situées à environ 325 m de l'entrée du site d'Electropoli (accessibles grâce à un dispositif devant être mis en place pour obtenir la clé du portail de la société Ackerman) et le poteau incendie public n°3957 afin de satisfaire au besoin de 300 m³/h pendant 2 h soit 600 m³. Il s'engage à transmettre l'actualisation de la convention de mutualisation des moyens incendie entre les 2 exploitants pour le 15/09/2023 ainsi que l'avis du SDIS sur cette nouvelle stratégie de lutte contre l'incendie retenue.

Compte tenu des constats de la présente inspection, l'inspection des installations classées considère que les dispositions de l'art. 1 de l'APMED ne sont toujours pas respectées.

=> Proposition d'astreinte journalière à compter du 1^{er} octobre 2023 afin de prendre en compte les propositions et engagements de l'exploitant à l'issue de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Moyens externes de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de débit en fonctionnement simultané
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. Outre les moyens internes, la défense contre l'incendie est assurée par 2 poteaux d'incendie capables de fournir un débit simultané de 120 m ³ /h sous une pression dynamique minimum de 1 bar.
Constats : Les dernières mesures de débit des poteaux incendie (PI) n° 3957 et 3959, situés sur le domaine public, dont l'exploitant a connaissance sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- dernière mesure de débits en fonctionnement simultané (305 m³/h sous 1 bar de pression dynamique) pour ces 2 poteaux selon le courrier du SDIS du 27/6/2006,- dernière mesure des débits unitaires lors de la vérification du 3/9/2021 par la SAUR montrant des débits unitaires supérieurs à 60 m³/h sous 1 bar de pression résiduelle (débits exacts non précisés). Il est à noter que ce rapport indiquait les remarques suivantes :<ul style="list-style-type: none">-- Pour le PI n°3957 : travaux à réaliser (refaire peinture, bouchon à refixer, bouchon de 65 à changer), commentaire (vétuste voir pour renouveler PI, il fuit a la vis de manœuvre) ;-- Pour le PI n°3959 : travaux à réaliser (refaire peinture, bouchon de 65 à changer), commentaire (PI dur à manœuvrer, prévoir renouvellement futur). Lors de la visite, il a pu être constaté que les 2 poteaux incendie avaient été remplacés (date du 8/6/2022 indiquée sur leurs plaques). Par courriel du 10/11/2022, la SAUR a transmis une modélisation du débit théorique qui serait fourni en fonctionnement simultané (340 m ³ /h avec une précision de plus ou moins 15 %).
Observations : => En lien avec la fiche de constat n°1, transmettre les résultats d'une mesure récente des débits des poteaux n°3957 et 3959, en fonctionnement simultané, afin de justifier du respect du débit minimal prescrit dans l'AP.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens externes de défense incendie - Infos nécessaires au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Infos nécessaires au SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours les informations nécessaires à la rédaction des plans de secours qu'ils établissent.
Constats : - Il n'y a pas de plan d'implantation des poteaux incendie (publics et privés), retenus par l'exploitant dans sa stratégie de lutte contre l'incendie, disponible en version papier ou affiché dans l'espace dédié à la gestion de crise du site. Il n'y a également pas de consigne affichée à ce jour pour préciser les modalités d'accès au poteau incendie de la société Ackerman ; - La consigne "en cas de déversement de substance", indice B, affichée dans cet espace et utilisée pour le confinement des eaux d'extinction n'est pas à jour (utilisation de ballons obturateurs qui n'existent plus). Il n'y a également pas de plan affiché avec l'implantation des moyens qui seraient mis en œuvre pour le confinement des eaux d'extinction (bassin, pompes de relevage, vanne d'isolement...).
Observations : => Tenir à la disposition des services d'incendie et de secours (dans l'espace dédié à la gestion de crise) : - un plan à jour des réserves d'eau ou poteaux incendie retenus dans la stratégie de lutte contre l'incendie ainsi qu'une consigne précisant les modalités pour accéder aux moyens de la société Ackerman, - un plan à jour des moyens utilisés pour le confinement des eaux d'extinction ainsi qu'une consigne actualisée concernant la mise en œuvre de ces moyens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens internes de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens internes de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'équipements d'intervention pour le personnel et de moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, poteaux d'incendie...). Les moyens internes sont adaptés aux risques présentés par les installations. Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.
Constats : L'établissement dispose uniquement d'extincteurs dont la dernière vérification a eu lieu le 9/11/2022 (conforme selon le rapport Q4). Un plan d'implantation des extincteurs (version C, date inconnue) a pu être présenté lors de la visite et est disponible dans l'espace dédié à la gestion de crise du site. Un contrôle par sondage a permis de constater que les emplacements des extincteurs étaient signalés et leurs accès étaient maintenus libres. Les 2 PI (n° 3957 et 3959 selon le rapport de la SAUR du 3/9/2021) situés sur le domaine public étaient visibles et accessibles (numéros d'identification précités non indiqués sur ces derniers).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Programme de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Respect fréquences d'analyses - CER - Transmission des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <u>AM du 30/06/2006 - art. 33</u> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).</p> <p><u>AP du 05/07/2005 - art. 7.5.1</u> L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport mensuel d'auto surveillance des rejets aqueux selon le format défini en annexe au présent arrêté.[...] Le rapport mensuel doit parvenir à l'inspection des installations classées au plus tard à la fin du mois suivant. Le format du rapport mensuel d'auto surveillance pourra être modifié par l'inspection des installations classées qui le notifiera à l'exploitant.</p> <p><u>Courrier DREAL du 18/11/2020 définissant le programme de surveillance des rejets aqueux suite à la proposition de l'exploitant.</u></p>
<p>Constats : Les résultats des déclarations de l'autosurveillance de 2021 et 2022 sous l'outil GIDAF montrent l'absence de réalisation de mesures pour les paramètres avec les fréquences suivantes définies : - 4 nonylphénol : aucune analyse réalisée (fréquence annuelle) ; - AOX : aucune analyse réalisée (fréquence annuelle) ; - Chloroforme : aucune analyse réalisée (fréquence trimestrielle) ; - Cuivre : aucune analyse réalisée (fréquence annuelle) ; - Fluorures : aucune analyse réalisée (fréquence trimestrielle) ; - Indice hydrocarbures : aucune analyse réalisée (fréquence annuelle) ; - Azote global : aucune analyse réalisée (fréquence annuelle) ; - Phosphore total : aucune analyse réalisée (fréquence trimestrielle). Il en est de même pour les résultats de l'autosurveillance sur l'année 2023. Toutefois, lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats des analyses obtenus sur ces paramètres lors des contrôles externes de recalage (CER) réalisés par le laboratoire CERECO (attestation d'accréditation COFRAC n°1-0894 sur les analyses physico-chimiques des eaux) en 2021, 2022 et 2023 qui sont aussi déclarés dans l'outil GIDAF. Les fréquences d'analyse définies dans le courrier du 18/11/2020 des 8 paramètres précités sont respectées.</p>
<p>Observations : => Déclarer dans la partie autosurveillance de l'outil GIDAF les résultats de la surveillance des paramètres (4 nonylphénol, AOX, Chloroforme, Cuivre, Fluorures, Indice hydrocarbures, Azote global et Phosphore total) tel que définie dans le programme de surveillance des rejets aqueux validé par le courrier de la DREAL du 18/11/2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Programme de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE (Chloroforme, Fluorures et Phosphore total)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <u>AM du 30/06/2006 - art. 33</u> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).</p> <p><u>AP du 05/07/2005 - art. 7.5.1</u> L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport mensuel d'auto surveillance des rejets aqueux selon le format défini en annexe au présent arrêté.[...] Le rapport mensuel doit parvenir à l'inspection des installations classées au plus tard à la fin du mois suivant. Le format du rapport mensuel d'auto surveillance pourra être modifié par l'inspection des installations classées qui le notifiera à l'exploitant.</p> <p><u>Courrier DREAL du 18/11/2020 définissant le programme de surveillance des rejets aqueux suite à la proposition de l'exploitant.</u></p>
<p>Constats : Les résultats des analyses effectuées lors des contrôles externes de recalage (CER) de 2021, 2022 et 2023 remis lors de l'inspection montrent un respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour les paramètres Chloroforme, Fluorures et Phosphore total à l'exception de 2 analyses : - CER du 14/9/2021 (paramètre Chloroforme) : concentration de 0,46 mg/L mesurée pour une VLE de 0,25 mg/L (dépassement inférieur au double de la VLE), - CER du 21/9/2022 (paramètre Phosphore total) : concentration de 2,5 mg/L mesurée pour une VLE de 2 mg/L (dépassement inférieur au double de la VLE). Ces dépassements ont été justifiés et des mesures correctives ont été proposées dans l'outil GIDAF. Le dernier contrôle inopiné des 12-13/10/2022 (rapport IRH du 01/12/2022) montre l'absence de dépassements pour ces 3 paramètres.</p>
<p>Observations : => Respecter les valeurs limites d'émission des paramètres Chloroforme et Phosphore total.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des espaces extérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2005, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des espaces extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions pour assurer l'intégration paysagère de l'établissement. Les installations, comprenant tant leurs locaux que leurs abords, sont en permanence entretenues et maintenues propres.
Constats : Il n'a pas été observé de désordre particulier sur ce point lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès et voies de circulation internes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et voies de circulation internes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter des risques sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation (clôture, bâtiments fermés). Cette interdiction est signifiée par des panneaux visibles. Les accès au site sont facilités, ils présentent un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre. Une voie de 4 m de largeur est maintenue dégagée autour du bâtiment de production pour permettre l'intervention des engins des services de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes,...). Ces dispositions doivent éviter que des véhicules ou engins endommagent les installations et leurs éléments associés.
Constats : Une voie de circulation autour du bâtiment existe. Toutefois, il a été constaté lors de la visite qu' : - un portail était installé au niveau de la partie sud de cette voie, - une largeur inférieure à 4 m est disponible dans la partie nord (entre le bâtiment de stockage de déchets et le bâtiment de production), - la voie n'est pas maintenue dégagée à l'arrière du site (partie ouest) par la présence de divers stockages, - la circulation des engins du SDIS ne serait pas aisée compte tenu de ces stockages et de la présence du stockage de pièces métalliques sous un chapiteau ayant fait l'objet d'un porter à connaissance en 2017. Selon l'exploitant, le SDIS aurait déclaré qu'il ne positionnerait pas ses engins sur cette partie ouest de la voie et que cette configuration n'empêcherait pas son intervention.
Observations : => Disposer d'une voie de 4 m de largeur maintenue dégagée autour du bâtiment de production pour permettre l'intervention des engins des services de secours. A défaut, un dossier de porter à connaissance de modification notable devra être transmis au préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Cette demande devra être accompagnée d'un avis du SDIS sur cette nouvelle configuration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dépôt de produits chimiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2005, articles 5.6 et 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention - FDS - Étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Art. 5.6</u> L'exploitant dispose des documents qui lui permettent de connaître la nature et les risques des produits (chimiques, toxiques, corrosifs, inflammables, dangereux pour l'environnement,...) présents dans l'établissement, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages contenant ces produits portent en caractères très lisibles l'identification des produits et les symboles de danger conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.[...] <u>Art. 7.4.1</u> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette capacité doit être étanche aux produits qu'elle peut contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. [...] Les capacités de rétention sont conçues et réalisées de façon que les produits incompatibles ou dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions dangereuses ne puissent se mélanger ou altérer une cuve, des canalisations ou les liaisons. Elles sont, si nécessaire, munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : Un contrôle par sondage a permis de constater que : - l'exploitant disposait des FDS de 2 produits dangereux stockés dans la zone des produits chimiques du hall 2 via l'outil Quarks Safety (FDS du 19/3/2019 de l'hypochlorite de sodium 47/50 - extrait de Javel de la société Brenntag et FDS du 5/8/2019 de l'acide nitrique 58 % de la société Brenntag), - les produits dangereux présents dans cette zone étaient étiquetés conformément au règlement CLP et les symboles de dangers étiquetés sur les bidons d'acide nitrique 58 % de la société Brenntag étaient conformes à sa FDS, - les acides et les bases étaient stockés dans des zones séparées et des rétentions dédiées étaient en place afin d'éviter tout mélange incompatible lors d'un déversement accidentel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans l'attente de leur élimination, les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que des déchets dangereux liquides étaient stockés sur rétention dans un local dédié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet